

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 décembre 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal n° 20
du 20 juillet 1970 fixant les taux
de la taxe sur la valeur ajoutée et
déterminant la répartition des biens et
des services selon ces taux**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **1294/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de M. Ravyts et consorts.
002: Amendement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 december 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20
van 20 juli 1970 tot vaststelling van
de tarieven van de belasting over
de toegevoegde waarde en tot indeling van
de goederen en de diensten bij die tarieven**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **1294/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heer Ravyts c.s.
002: Amendement.

03796

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Traduction (NC/RP)

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, déposée par M. Kurt Ravyts et consorts (DOC 55 1294/001), et amendement n° 1 de M. Kurt Ravyts (DOC 55 1294/002)

Avis adopté en assemblée générale du 16 décembre 2020



1. Demande d'avis

Le 30 octobre 2020, la Cour des comptes a reçu une lettre de la présidente de la Chambre des représentants lui demandant, en application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, de rédiger une note comportant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'entraînerait l'adoption de la proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, déposée par M. Kurt Ravyts et consorts (DOC 55 1294/001), et de l'amendement n° 1 de M. Kurt Ravyts (DOC 55 1294/002).

2. Contenu de la proposition de loi

La proposition de loi vise à ramener à 6 % le taux de la TVA sur les services de restaurant et de restauration, à l'exclusion de la fourniture de boissons alcoolisées, à partir du 1^{er} janvier 2021. L'amendement déposé par la suite propose de soumettre également les boissons alcoolisées au taux de 6 %.

La proposition de loi a été déposée le 27 mai 2020 et l'amendement le 26 octobre 2020. Peu de temps après le dépôt de la proposition de loi, l'arrêté royal du 8 juin 2020 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne les mesures visant à soutenir le secteur de l'horeca (entériné par l'article 30 de la loi du 15 juillet 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du Covid-19 (Corona III), y a inséré un article 1^{er}ter/1 libellé comme suit :

« Art. 1^{er}ter/1. Par dérogation à l'article 1^{er}, sont soumis au taux réduit de 6 % jusqu'au 31 décembre 2020, les services de restaurant et de restauration, à l'exclusion de la fourniture de bières d'un titre alcoométrique acquis supérieur à 0,5 % vol. et d'autres boissons d'un titre alcoométrique acquis supérieur à 1,2 % vol. ».

3. Incidence budgétaire de la proposition de loi et de l'amendement

L'administration générale Expertise et support stratégiques du SPF Finances a rédigé une note concernant l'incidence budgétaire d'une modification des taux de TVA en vigueur dans l'horeca. Pour réaliser son estimation, il s'est basé sur les montants des chiffres d'affaires figurant dans les déclarations à la TVA de 2019.

Le chiffre d'affaires s'élevait à 5.206.887.607,44 euros pour la fourniture de repas. L'abaissement du taux de TVA de 12 à 6 % a donc une incidence budgétaire de 312.413.256 euros (5.206.887.607,44 * 0,06).

Pour les boissons, le chiffre d'affaires était de 5.071.020.729,60 euros. Une lecture croisée de données (tirées notamment des comptes nationaux et de l'étude « *une analyse économique du secteur des boissons alcoolisées* » réalisée par le Bureau fédéral du plan) a permis à l'administration d'établir que 37,25 % du chiffre d'affaires peuvent être attribués aux boissons



non alcoolisées. L'abaissement du taux de TVA de 21 à 6 % a dans ce cas une incidence budgétaire de 283.343.283 euros ($5.071.020.729,60 * 0,15 * 0,3725$). S'agissant des boissons alcoolisées, l'incidence budgétaire est de 477.309.826 euros ($5.071.020.729,60 * 0,15 * 0,6275$). La combinaison de ces trois diminutions de taux entraînerait une baisse de recettes de 1.073.066.365 euros par an.

La Cour des comptes souscrit à l'estimation réalisée par l'administration mais formule quelques remarques subsidiaires.

L'estimation est basée sur les montants se rapportant au chiffre d'affaires de 2019, que l'horeca peut considérer comme une année normale. Si la crise du coronavirus et les mesures pour y faire face se traduisent aussi par une contraction du chiffre d'affaires en 2021, celle-ci affectera négativement les recettes de TVA et le coût de la mesure est temporairement surestimé.

L'estimation n'indique pas quels codes Nace ont été utilisés. S'il s'agit uniquement des codes Nace de l'horeca classique (hôtels, restaurants et cafés), il est probable que le coût de la baisse de TVA ait été sous-estimé. D'autres entreprises peuvent en effet proposer des services de restaurant et de restauration (citons, à titre d'exemple, la boulangerie ou le glacier avec salon de dégustation ou encore le foodtruck).

La Cour des comptes souligne également un effet pernicieux que l'abaissement de la TVA peut avoir lorsqu'il y a lieu de déterminer quelles entreprises sont tenues d'installer un système de caisse enregistreuse (caisse blanche). Dans le passé, le dépassement du seuil a en effet été évalué sur la base du chiffre d'affaires à 12 % tel qu'il est mentionné dans les déclarations à la TVA. La suppression de ce taux n'est évidemment pas sans conséquences pour l'identification du groupe cible et l'analyse de risques en vue des contrôles.

4. Conclusion

La Cour des comptes est d'avis que la diminution des recettes de 1.073.066.365 euros par an estimée par l'administration sur la base des chiffres d'affaires de l'année 2019 « normale » est plausible. Compte tenu de la crise du coronavirus et de la poursuite éventuelle des mesures restrictives, il n'est actuellement pas possible de prévoir dans quelle mesure le chiffre d'affaires de l'horeca en 2021 sera « normal ».



ADVIES VAN HET REKENHOF

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, ingediend door de heer Kurt Ravyts, c.s. (DOC 55 1294/001) en het amendement nr. 1 van de heer Kurt Ravyts (DOC 55 1294/002)

Advies goedgekeurd in de algemene vergadering van 16 december 2020



1. Vraag om advies

Op 30 oktober 2020 heeft het Rekenhof een brief ontvangen van de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers met de vraag om, in toepassing van artikel 79, eerste lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, een nota te ontvangen met een raming van de nieuwe uitgaven of de minderontvangsten die de goedkeuring van het wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, ingediend door de heer Kurt Ravyts, c.s. (DOC 55 1294/001) en het amendement nr. 1 van de heer Kurt Ravyts (DOC 55 1294/002) als gevolg zou hebben.

2. Inhoud van het wetsvoorstel

In het wetsvoorstel stellen de indieners voor het btw-tarief op restaurant- en cateringdiensten vanaf 1 januari 2021 terug te brengen tot 6 % met uitzondering voor het verschaffen van alcoholhoudende dranken. Het latere amendement strekt ertoe ook de alcoholhoudende dranken aan het tarief van 6 % te onderwerpen.

Het wetsvoorstel werd ingediend op 27 mei 2020 en het amendement op 26 oktober 2020. Kort na de indiening van het wetsvoorstel werd door het koninklijk besluit van 8 juni 2020 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven met betrekking tot maatregelen ter ondersteuning van de horeca (bekrachtigd door art. 30 van de wet van 15 juli 2020 houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19 pandemie (CORONA III)), een artikel 1ter/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 1ter/1. In afwijking van artikel 1, worden onderworpen aan het verlaagd tarief van 6 pct. tot en met 31 december 2020, de restaurant- en cateringdiensten, met uitsluiting van het verschaffen van bieren met een effectief alcoholvolumegehalte van meer dan 0,5 % vol. en andere dranken met een effectief alcoholvolumegehalte van meer dan 1,2 % vol."

3. Budgettaire weerslag van het wetsvoorstel en het amendement

De Algemene Administratie voor Beleidsexpertise en -ondersteuning van de FOD Financiën heeft een nota gemaakt inzake de budgettaire impact van een wijziging in de bestaande btw-tarieven in de horeca. Voor deze raming werden de omzetcijfers uit de btw-aangiften van het jaar 2019 gebruikt.

De omzet bedroeg 5.206.887.607,44 euro voor maaltijden. Het verlagen van het btw-tarief van 12 naar 6% heeft dus een budgettaire impact van 312.413.256 euro (5.206.887.607,44 * 0,06).

Voor dranken bedroeg de omzet 5.071.020.729,60 euro. Door samenlezing van gegevens (o.m. Nationale rekeningen en de studie *Een economische analyse van de sector van de*



alcoholische dranken van het Federaal Planbureau), berekende de administratie dat 37,25% van de omzet kan worden toegewezen aan niet-alcoholische dranken. Het verlagen van het btw-tarief van 21 naar 6% heeft dan een budgettaire impact van 283.343.283 euro ($5.071.020.729,60 * 0,15 * 0,3725$). Voor de alcoholische dranken bedraagt de budgettaire impact 477.309.826 euro ($5.071.020.729,60 * 0,15 * 0,6275$). De combinatie van deze 3 tariefverlagingen zou op jaarbasis leiden tot een minderontvangst van 1.073.066.365 euro.

Het Rekenhof onderschrijft de door de administratie voorgelegde raming, maar maakt enkele kanttekeningen.

De raming gaat uit van de omzetcijfers van 2019, wat voor de horeca als een normaal jaar mag worden beschouwd. In zoverre de corona-crisis en de bijhorende maatregelen zich ook in 2021 nog vertalen in een lagere omzet, zullen de btw-ontvangsten negatief worden beïnvloed, maar vertoont de kostprijs van de maatregel tijdelijk ook een overschatting.

In de raming wordt niet vermeld welke NACE-codes gebruikt werden. Betreft het enkel de NACE-codes van de klassieke horeca (hotels, restaurants en cafés) dan gaat het mogelijk om een onderschatting van de kostprijs van de btw-verlaging. Ook andere ondernemingen kunnen immers restaurant- en cateringdiensten verschaffen (bv. een bakker met verbruikssalon, ijssalon, foodtrucks).

Het Rekenhof wijst tevens op een neveneffect van de tariefverlaging bij het bepalen van de ondernemingen die een witte kassa dienen te installeren. Het overschrijden van de drempel werd in het verleden immers beoordeeld op basis van de omzet aan 12 % zoals vermeld in de btw-aangiften. Het wegvallen van dit tarief heeft vanzelfsprekend gevolgen voor het bepalen van de doelgroep en de risicoanalyse voor controle.

4. Conclusie

Het Rekenhof acht de raming van de administratie, die op basis van de omzetcijfers van het “normale” jaar 2019 een minderontvangst van 1.073.066.365 euro per jaar vooropstelt, plausibel. In welke mate de omzet van de horecasector voor 2021 “normaal” zal zijn is, gelet op de corona-crisis en het eventueel voortduren van de beperkende maatregelen, momenteel niet in te schatten.